



Ensemble pour une politique laitière responsable !

Appel urgent des producteurs de lait européens et africains aux responsables politiques de l'UE et du Burkina Faso

La politique actuelle de l'Union Européenne qui encourage une production effrénée de lait nuit énormément aux producteurs européens et à l'ensemble du monde rural. En outre, les paysans des pays en développement sont particulièrement affectés par les conséquences négatives de cette politique. Les excédents de lait tirent les prix vers le bas dans le monde entier et mettent constamment en péril l'existence de nombreux paysans et communautés pastorales.

Dans le contexte de la production largement excédentaire de l'Union Européenne et du déséquilibre entre elle et de nombreux pays en développement, notamment en Afrique de l'Ouest, les Accords de Partenariat Economique (APE) destinés à libéraliser davantage les échanges commerciaux bilatéraux, ne doivent pas être ratifiés en l'état. En effet, ils sont déséquilibrés et porteurs de lendemains catastrophiques pour les paysans ouest africains.

1. La politique de l'UE doit mettre en place un instrument de gestion de crises afin d'intervenir au niveau des quantités produites et liant tous les États-membres de l'UE.

Deux arguments de poids plaident en faveur de la mise en place d'un tel instrument :

- a) Stabiliser le propre marché intérieur en préservant les sites de production laitière dans toute l'UE grâce à des prix du lait raisonnables. La sécurité de l'emploi dans le secteur laitier et/ou dans les secteurs associés évite l'hémorragie des régions rurales. Parallèlement, la croissance de la production laitière n'est pas bloquée, en cas de demande suffisante, la production laitière peut augmenter.
- b) Éviter la surproduction dans l'UE pour ne pas mettre en péril la croissance de la filière lait dans des pays tiers. Les producteurs dans les pays en développement, comme par exemple au Burkina Faso, peuvent ainsi développer l'économie laitière, écouler leurs produits et générer des revenus. Cela permet de réduire la pauvreté, la migration et la faim.

2. Il ne faut pas conclure les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest, vu que ceux-ci auront un impact négatif sur le partenaire d'Afrique de l'Ouest et notamment sur les structures, les communautés pastorales et agropastorales.

Nous, paysans européens, sommes prêts à produire de façon responsable, de manière à ne nuire ni à nos collègues dans les pays en développement, comme par exemple au Burkina Faso, ni à notre propre production de lait.

La production d'excédents détruit la production au sein et en dehors de l'Europe. Nous nous engageons pour la mise en place d'un instrument de gestion de crise sur le marché de l'UE afin de limiter ces excédents nuisibles.

Nous appelons les responsables politiques de l'UE à mettre en œuvre cet instrument à l'échelle de l'UE et à veiller à ce qu'il lie tous les producteurs !

Nous, producteurs de lait du Burkina Faso, voulons renforcer nos organisations professionnelles et améliorer significativement la productivité du cheptel dans notre pays. Pour cela, la production locale doit avoir la priorité sur les importations. L'objectif et la vision politique doivent s'orienter vers la satisfaction de la demande locale et parallèlement vers la prise de mesures pratiques pour atténuer les conséquences négatives du libéralisme. A cet effet, nous proposons les mesures suivantes :

1. La mise en œuvre d'une politique d'appui au secteur laitier au Burkina Faso ;
2. La réduction de la pression de la concurrence des produits importés, à travers, entre autres, la mise en place d'un instrument fonctionnel de gestion de crise de l'Union Européenne;
3. La création d'une plateforme d'innovation avec des acteurs du secteur laitier ;
4. L'augmentation du potentiel de production et de productivité des vaches laitières locales ;
5. Une politique d'investissement conséquent dans les infrastructures et les équipements au profit des différents maillons (Production, transformation et distribution) ;
6. La mise en œuvre d'une protection extérieure efficace – pas de conclusion d'Accords de Partenariat Economique tant que le marché laitier local ne sera pas suffisamment stable.

Nous recommandons :

A la Commission Européenne de réguler les importations de lait pour éviter d'envahir les marchés des pays de l'Afrique notamment l'Afrique de l'Ouest et renoncer purement et simplement à la ratification des APE déséquilibrés.

A la CEDEAO, d'élaborer un Tarif Extérieur Commun (TEC) qui protège les productions locales et de renoncer purement et simplement à la ratification d'Accords de Partenariat Economique (APE) déséquilibrés ;

A l'Etat du Burkina, d'investir conséquemment dans la filière lait, réguler les importations et renoncer purement et simplement à la ratification d'Accords de Partenariat Economique (APE) déséquilibrés ;

Aux partenaires techniques et financiers, de soutenir financièrement et concrètement les paysans et leurs organisations dans le développement de la filière lait.

Ont signé :



Union Nationale des Mini-laiteries et Producteurs de Lait local du Burkina



Plate-forme d'Action à la Sécurisation des Ménages Pastoraux



Oxfam Solidarité Belgique



Agriculteurs Français et Développement International



Association pour la Promotion et l'Elevage dans le Sahel et la Savane



Oeuvre catholique pour le développement (Allemagne)



Réseau de Communication sur le Pastoralisme



Fédération des Eleveurs et Producteurs de lait (Allemagne)



European Milk Board (Producteurs laitiers européen)



Milcherzeuger Interessengemeinschaft (producteurs laitiers belges)



Germanwatch (Allemagne)